

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**Marché de service d'assurances pour la gestion
d'activités portuaires**

Lot n°2

Assurance Dommages aux biens et risques annexes

Les dispositions contenues dans ce cahier des charges (CCTP) prévalent sur les conditions générales de l'assureur auxquelles elles sont annexées.

Les conditions générales de l'assureur complètent les dispositions non prévues par le cahier des charges (CCTP)

SOMMAIRE

1 – Présentation de VNF	3
2 - Contexte.....	3
3 – Définitions.....	5
3.1. Bâtiment.....	5
3.2. Biens immobiliers	5
3.3. Biens mobiliers	6
3.4. Dommages	6
3.5. Échéance principale	6
3.6. Franchise	6
3.7. Garantie par année d'assurance	6
3.8. Préposé.....	6
3.9. Tiers ou autrui	6
3.10. Réclamation	7
3.11. Sinistre	7
3.12. Vétusté	7
4 – Objets et étendue de la garantie	7
4.1. Les biens assurés.....	7
4.2. Les évènements garantis – dispositions communes à la prestation de base et à la prestation supplémentaire éventuelle.....	8
4.3. Garantie « défense – recours »	10
5 – Limites d'engagement en montants	11
6 – Limites d'engagements dans le temps	12
7 – Annexes.....	12

1 – Présentation de VNF

Voies navigables de France est, depuis la loi n° 2012-24 du 24 janvier 2012 codifiée à l'article L. 4311-1 du code des transports, un Etablissement Public Administratif (EPA) sous la tutelle du Ministère de la transition écologique (MTE). L'établissement est chargé de gérer, exploiter, moderniser et développer le plus grand réseau européen de voies navigables. Il est constitué de 6 700 km de canaux et rivières aménagés, de plus de 4 000 ouvrages d'art et de 40 000 hectares de domaine public fluvial.

Régi par les dispositions du code des transports, VNF a en charge les missions suivantes :

- exploiter, entretenir, maintenir, améliorer, étendre et promouvoir les voies navigables,
- promouvoir et développer le transport fluvial et contribuer au report modal,
- assurer la gestion hydraulique des voies et, à titre accessoire, l'exploitation de l'énergie hydraulique,
- concourir au développement durable et à l'aménagement du territoire,
- préserver la biodiversité et la continuité écologique,
- gérer et exploiter le domaine confié par l'État,
- conserver le patrimoine et valoriser le domaine public fluvial,
- promouvoir le tourisme fluvial et les activités nautiques,
- apporter un appui technique aux autorités de l'État en matière de police de navigation.

En vue d'offrir la meilleure qualité de service aux usagers et de développer des activités autour de la voie d'eau dans le respect de l'environnement et de la ressource en eau, le siège, basé à Béthune (Pas-de-Calais), s'appuie sur 7 directions territoriales et plus de 80 métiers exercés par près de 4 259 agents qui garantissent chaque jour les activités de la voie d'eau. Durant l'année et plus particulièrement en période estivale, les effectifs peuvent augmenter avec l'apport de saisonniers sous statut public pouvant atteindre jusqu'à environ 4 963 agents.

Les sept Directions Territoriales (DT) et leur siège sont :

- DT Nord Pas-de-Calais, dont le siège est situé à LILLE ;
- DT Bassin de la Seine et Loire aval, dont le siège est situé à PARIS ;
- DT Nord-Est, dont le siège est situé à NANCY ;
- DT Strasbourg, dont le siège est situé à STRASBOURG ;
- DT Rhône Saône, dont le siège est situé à LYON ;
- DT Sud-Ouest, dont le siège est situé à TOULOUSE ;
- DT Centre-Bourgogne, dont le siège est situé à DIJON.

La carte, ci-après, présente les périmètres de compétence géographique des différentes directions territoriales. Il vous est possible d'obtenir plus d'informations sur www.vnf.fr

2 - Contexte

A compter du 1er janvier 2026, l'établissement public Voies navigables de France (VNF) mettra à disposition de la société Ports de Lorraine (PDL) dont elle est actuellement l'unique actionnaire, un domaine industrialo-portuaire (ci-après « les Ports Lorrains »).

PDL aura pour objectif de construire une gestion unifiée des emprises foncières et de mobiliser celles-ci en faveur du développement des transports fluviaux et ferroviaires, de l'implantation d'activités logistiques, industrielles et annexes, créatrices de valeur pour le territoire.

PDL aura la charge de gérer, exploiter, aménager et développer ce domaine qui se compose de 25 sites portuaires représentés sur la carte ci-dessous, qui comprennent notamment une surface de 156,5 ha, un linéaire de quai de 10 km et un linéaire de voies ferrées de 24 km, et accueillent une cinquantaine d'amodiateurs et un délégataire de service public. En 2024, ces sites ont traité plus de 9 millions de tonnes de marchandises tous modes de transport confondus (fer, fleuve et route).

L'effectif de la société PDL sera de 4 personnes en 2026 pour une masse salariale (hors charges) estimée à 235 K€.

En 2024, le montant du chiffre d'affaires des activités qui seront gérées par PDL s'élevait à hauteur de 3 M€ en 2024.



L'exploitation des sites s'organisera de la manière suivante :

- Un concessionnaire disposera d'une délégation de service public pour l'exploitation de 5 plateformes logistiques (Toul, Frouard, Metz, Thionville-Illange, Cattenom). L'article relatif aux assurances inséré dans le projet de contrat en cours de négociation figure en annexe du présent CCTP (Annexe 1) ;
- Les autres sites et parcelles en activité seront exploités par des opérateurs économiques dans le cadre d'amodiations (dont les termes sont précisés au moyen de conventions d'occupation du domaine public). La clause type relative aux assurances insérée dans les conventions d'amodiation figure en annexe du présent CCTP (Annexe 2).

Les activités de PDL seront les suivantes :

- Exploitation du faisceau de triage du Nouveau Port de Metz (1 550 ml) pour gérer la réception des trains incluant notamment l'autorisation d'entrée et sortie des tractionnaires, la manœuvre des

- aiguillages, la gestion de la concomitance entre les locomotives des occupants et les tractionnaires, la réalisation d'entretien de niveau 1 (en cas d'urgence), au moyen de personnels mis à disposition ;
- Gestion de l'entretien, de la maintenance et de la sécurité des biens figurant sur les parties communes des ports (c'est à dire de toutes les surfaces et infrastructures non amodiées et non déléguées) y compris les réseaux collectifs ;
- Gestion des travaux de rénovation, de renouvellement ou de construction d'infrastructures sur les parties communes des ports, les parcelles non occupées et les parcelles déléguées. A ce titre, un programme de travaux est en cours (Annexe 3) ;
- Gestion des contrats d'occupation (amodiation et délégation) : mise en place des contrats, suivi du respect des obligations des occupants, autorisations de travaux données aux occupants, facturation des redevances et charges, publicité, optimisation du foncier ;
- Gestion des appels d'offres publics relatifs à tous les travaux dont PDL assure la maîtrise d'ouvrage ;
- Promotion des ports et du report modal (participation à des salons, des réunions d'organisation professionnelles liées au report modal ou transport fluvial, etc.) et toutes activités liées.

Les biens immobiliers à assurer concernent plusieurs types de bâtiment (bureaux, entrepôt, bungalow, atelier, guérite...) dont PDL est occupant au titre d'un contrat passé avec VNF et qui sont occupés/exploités partiellement ou en totalité soit par PDL, soit par le concessionnaire et les amodiataires. La liste de ces biens figure en annexe du présent CCTP (Annexe 4).

Par ailleurs, l'état de sinistralité, les rapports de vérification périodique et la fiche de présentation des principaux bâtiments des ports de Metz, Frouard et Thionville-Illange sont également annexés (Annexe 5).

3 – Définitions

3.1. Bâtiment

L'assurance porte sur l'ensemble et la généralité des bâtiments construits, en construction, avec toutes leurs annexes, aisances et dépendances, attenantes ou séparées, et toutes installations et tous aménagements intérieurs ou extérieurs, réputés immeubles par nature ou par destination et notamment, installations de chauffage, d'éclairage, de protection contre l'incendie, l'ensemble des clôtures et murs de soutènement, ainsi que les perrons et escaliers extérieurs qui ne peuvent être détachés sans détériorer le bâtiment.

3.2. Biens immobiliers

Sont considérés comme biens immobiliers :

- Les bâtiments
- Les aménagements extérieurs, ouvrages d'art et de génie civil, réseaux divers :
 - clôtures, portails, barrières, plots, glissières, murs de soutènement (ne remplissant pas une fonction « bâtiment ») ;
 - bornes (y compris incendie, appel, électrique), lampadaires, projecteurs, coffrets électriques, équipements de télécommunications, antennes, équipements de surveillance ;
 - installations de signalisation, panneaux (d'affichage ou d'information) ;
 - réservoirs, citernes, cuves, silos ;
 - locaux techniques, pompe de relevage ;
 - ponts, tunnels / passages souterrains, passerelles, escalier ;
 - parkings, voirie, terrasses, rampes, revêtements, voies ferrées ;
 - ouvrages portuaires, lacustre, fluvial (pontons, jetée...) ;
 - canalisations ou conduites d'alimentation / évacuation enterrées ou non, assainissement, drainage ;
 - réseaux de transport d'énergie ou d'informations (aériens ou souterrain).

3.3. Biens mobiliers

Sont considérés comme bien mobiliers les marchandises, les meubles, les machines et outillages détenus par l'assuré, lorsque ces biens se trouvent dans le périmètre des sites de l'assuré.

3.4. Dommages

Toute atteinte, toute destruction ou tout préjudice, qu'ils soient corporels, matériels ou immatériels.

Domage corporel : toute atteinte corporelle subie par une personne physique et les préjudices qui en découlent.

Domage matériel : toute atteinte ou destruction d'une chose ou substance, toute atteinte physique à un animal.

Domage immatériel : tout préjudice pécuniaire résultant notamment de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou un bien meuble ou immeuble, ou de la perte d'un bénéfice. Ils sont qualifiés :

- de « consécutifs » s'ils sont la conséquence des dommages corporels ou matériels garantis par le présent marché,
- de « autres dommages immatériels » s'ils ne sont consécutifs à aucun dommage matériel ou corporel, ou s'ils sont consécutifs à des dommages matériels ou corporels non garantis, notamment ceux subis par les travaux exécutés ou les biens livrés, qui ne seraient pas couverts par le contrat.

3.5. Échéance principale

Échéance qui marque le début de chaque période annuelle d'assurance.

3.6. Franchise

Somme fixe et/ou fraction du dommage non pris en charge par l'assureur et que l'assuré conserve toujours à sa charge sur le coût d'un sinistre.

Cette franchise ne vient en déduction ni du montant de la garantie par sinistre ni de celui éventuellement prévu par année d'assurance.

3.7. Garantie par année d'assurance

L'engagement maximum de l'assureur pour garantir les sinistres survenus pendant la période :

- comprise entre la date du début de garantie et celle de l'échéance principale,
- de 12 mois comprise entre deux échéances principales,
- comprise entre la date de l'échéance principale et celle de cessation de la garantie.

3.8. Préposé

Toute personne salariée ou non, employée à titre permanent, temporaire ou même occasionnel, sous-traitant, qui réalise un travail, occupe une fonction ou accomplit une mission sous la direction et/ou le contrôle de l'Assuré, y compris les médecins et auxiliaires médicaux sauf s'ils exercent dans un cadre libéral.

3.9. Tiers ou autrui

Toute personne, physique ou morale, autre que l'Assuré, sans considération de l'existence ou non d'un lien contractuel avec l'Assuré.

3.10. Réclamation

Toute demande de réparation amiable ou contentieuse, formée par la victime ou ses ayant-droits et adressée à l'Assureur ou à l'Assuré.

3.11. Sinistre

Sous réserve des dispositions de l'article L. 124-5 du Code des assurances, le sinistre est défini comme toutes réclamations amiables ou judiciaires formulées contre ou par l'assuré pendant la période d'effet du contrat (y compris pendant le délai subséquent), quelle que soit la date des travaux ou prestations de l'assuré.

Il est convenu que, sauf exception, l'ensemble des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constituera un seul et même sinistre dont la date sera celle correspondant à la première réclamation.

3.12. Vétusté

Dépréciation de la valeur d'un bien résultant de l'usage ou du temps, déterminée de gré à gré ou à dire d'expert au jour du sinistre, par rapport à un bien neuf identique ou similaire au jour du sinistre.

4 – Objets et étendue de la garantie

4.1. Les biens assurés

Les biens assurés concernent des biens immobiliers relevant de trois catégories :

- les biens immobiliers dont PDL apparaît comme propriétaire, qu'il occupe partiellement ou en totalité ou qui sont vacants et qui ne sont pas concédés ou amodiés (Annexe 4). Ces biens sont à garantir en tous risques en qualité de propriétaire occupant (PO),
- les biens immobiliers dont PDL apparaît comme propriétaire et qui sont occupés par des amodiataires (Annexe 4). Ces biens sont à garantir en tous risques en qualité de propriétaire non-occupant (PNO)
- les biens immobiliers dont PDL apparaît comme propriétaire et qui sont occupés par le concessionnaire (Annexe 4). Ces biens sont à garantir en tous risques en qualité de propriétaire non-occupant (PNO).

Il s'agit de toute construction ou espace matérialisé couvert, clos ou non clos, identifié par leur surface, ainsi que les portails d'accès, les clôtures, les murs de soutènement ou de clôture, les remparts de ces bâtiments.

S'agissant des bâtiments dont PDL est propriétaire et qu'il occupe partiellement ou en totalité ou qui sont vacants (Annexe 4), sont également inclus dans la garantie :

- Les meubles meublants ;
- Les matériels, instruments, machines, équipements ;
- Les marchandises, approvisionnements et emballages ;
- Les aménagements et embellissements réalisés par l'assuré ;
- Les archives et documents, à l'exception des supports informatiques ;
- Les objets et effets personnels utilisés par les préposés dans l'exercice de leur activité professionnelle ;
- Les espèces, titres et valeurs.

Des informations relatives à la sinistralité (Annexe 5) et au contenu des biens (Annexe 4) apparaissent en annexe du présent document.

4.2. Les évènements garantis – dispositions communes à la prestation de base et à la prestation supplémentaire éventuelle

Les biens assurés doivent être garantis en valeur de remplacement.

4.2.1. L'incendie et les risques annexes

Sont garantis les dommages matériels subis par les biens assurés et résultant des événements suivants :

- Incendie : combustion avec flamme en dehors d'un foyer normal, y compris les fumées consécutives.
- Explosions – Implosions : explosions et implosions de toute nature, qu'elle soit due à l'action subite et violente de la pression ou à celle de la dépression de gaz ou de vapeur.
- Fumées : dégagement, anormal et imprévisible de fumée ayant pris naissance à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments assurés.
- Foudre : chute directe de la foudre sur les biens assurés et les conséquences indirectes de la chute de la foudre sur ces biens.
- Emeutes et mouvements populaires
- Attentats

4.2.2. Recours des voisins et des tiers - responsabilité du propriétaire à l'égard du locataire

Sont garantis :

- les recours des voisins et des tiers pour tous dommages causés du fait des bâtiments assurés et de leurs équipements ;
- les recours des locataires.

4.2.3. Les dommages électriques et électroniques

Sont garantis les dommages matériels subis par les équipements, les circuits et appareils électriques et électroniques de toute nature ou faisant partie de l'aménagement de l'assuré et occasionnés par le mauvais fonctionnement d'un appareil électrique ou par une surtension ou rupture de tension du réseau électrique.

Sont garantis les dommages matériels d'origine interne subis par les matériels, appareils et installations électriques ou électroniques ainsi que leurs accessoires, les canalisations électriques ou téléphoniques y compris le compteur et le disjoncteur et résultant de :

- L'incendie, l'explosion ou l'implosion,
- D'accidents d'ordre électriques,
- De la chute de la foudre ou de l'influence de l'électricité atmosphérique.

4.2.4. Les évènements climatiques

Sont garantis les dommages matériels subis par les biens assurés (y compris aux installations de stockage extérieures) et résultant de l'action directe :

- Du vent ou le choc d'un corps renversé ou projeté par le vent ;

- De la grêle ;
- Du poids de la neige ou de la glace accumulée sur les toitures ;
- De glissements et affaissements de terrains ;
- D'une crue ;
- Des dommages de mouille, causés par la pluie, la neige, la grêle lorsqu'elles pénètrent à l'intérieur des biens immobiliers assurés, ou renfermant les biens mobiliers assurés.

4.2.5. Les catastrophes naturelles

En application des dispositions des articles L. 125-1 et suivants du Code des Assurances, sont garantis les dommages matériels directs subis par les biens et ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté ministériel ou interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

4.2.6. Dégâts des eaux et gel

Sont garantis les dommages matériels causés aux biens assurés par des ruptures, fuites, débordements, engorgements accidentels provenant :

- Des canalisations d'adduction et de distribution d'eau froide ou chaude, d'évacuation des eaux pluviales et de vidange.
- Des installations sanitaires, de chauffage et de climatisation.
- Des appareils à effet d'eau.
- Des chéneaux et des gouttières.
- Des infiltrations ou pénétrations accidentelles des eaux provenant de la pluie, de la neige ou de la grêle, au travers des toitures, terrasses, balcons couvrants ou ciels vitrés.
- Des infiltrations au travers des carrelages, des joints d'étanchéité aux pourtours des installations sanitaires.
- Des fuites d'eau accidentelles provenant des installations d'extincteurs automatiques d'incendie.
- Des entrées d'eau ou infiltrations accidentelles par des ouvertures telles que baies, portes et fenêtres fermées, ou par les gaines d'aération ou de ventilation et les conduits de fumée.
- Des ruptures accidentelles, débordement ou refoulement d'égouts.
- Des eaux de ruissellement.
- Des conduites enterrées d'adduction et de distribution d'eau comprises entre le compteur placé sur la conduite de raccordement au service public ou privé de distribution d'eau et de chauffage et les canalisations intérieures desservant le bâtiment.
- Des conduites enterrées d'évacuation et de vidange situées à l'intérieur des locaux assurés.

Sont également garantis les dommages matériels causés par le gel ainsi que le remboursement de la recherche de fuites à l'origine du dommage.

4.2.7. Vols et détériorations

Sont garanties la disparition, la destruction et/ou la détérioration partielle ou totale, consécutives à un vol ou tentative de vol, ainsi qu'aux actes de vandalisme commis sur les biens assurés.

4.2.8. Bris de glaces

Sont garantis les dommages matériels subis par les produits verriers de toute nature :

- Les produits verriers de toutes natures faisant partie intégrante des biens immobiliers : Portes d'entrée vitrées, fenêtres, façades, devantures, vitrines, sheds, fenêtres de toit, ciels vitrés, verrières, vérandas, marquises et passages couverts, etc.
- Les produits verriers se trouvant à l'intérieur des biens immobiliers : miroirs fixés aux murs, vitrines, tables, miroirs ou glaces faisant partie intégrante d'un meuble, portes ou cloisons vitrées, etc.
- Les enseignes intérieures ou extérieures.
- Les panneaux solaires et les cellules photo voltaïques.
- Les vitraux peints, vitraux d'art et armoiries sur verre.

4.2.9. Les actes de vandalisme extérieurs

Sont garantis les dommages causés directement ou indirectement aux biens de l'Assuré lors d'actes de vandalisme à l'extérieur des bâtiments assurés et notamment sur les clôtures et barrières.

4.2.10. Les dommages liés aux incidents / accidents sur le domaine portuaire

La garantie comprend tous les dommages subis par les biens assurés du fait d'un véhicule à moteur (identifié ou non identifié) ou d'un choc de bateau.

4.2.11. Bris informatique

La garantie comporte tous les dommages matériels subis par les matériels de bureautique, informatique, téléphonie.

Elle couvre également les frais de reconstitution des programmes, données et médias.

4.2.12. Frais et pertes

A la suite de dommages matériels soudains et fortuits, causés directement aux seuls biens assurés et résultant d'un évènement garanti, y compris catastrophes naturelles, notamment :

- Frais de démolition et déblais
- Frais de relogement
- Remboursement des cotisations d'assurance construction
- Frais de reconstitution d'archives
- Frais de gardiennage
- Perte de loyers et perte d'usage
- Frais de mise en conformité
- Pertes indirectes forfaitaires
- Honoraires d'expert d'assuré

4.3. Garantie « défense – recours »

L'Assureur supporte les frais et honoraires d'enquête, d'expertise, d'avoués, d'avocats, d'exécution de jugements dans les actions, amiables, contentieuses et/ou arbitrales, engagées par l'Assuré en vue de la

réparation des dommages visés au présent CCTP, qu'il s'agisse d'actions préventives, défensives ou d'appels en garantie, qu'elles soient amiables, contentieuses ou arbitrales.

5 – Limites d'engagement en montants

Les montants suivants constituent un plafond minimal pour le montant des garanties exprimé par sinistre et par an, et un plafond maximal pour les franchises.

	Plafonds de garantie par année d'assurance	Franchise par sinistre
Incendies et événements assimilés, événements climatiques, catastrophes naturelles, choc de véhicule	Bâtiments ou contenu : Valeur de remplacement à neuf	2 000 €
Aménagements extérieurs, ouvrages d'art et de génie civil, réseaux divers	100 000 € ¹	
Recours des voisins et des tiers - recours des locataires	4 000 000 €	
Dommages électriques et électroniques	300 000 €	
Dégâts de liquides et d'eaux	200 000 €	
Vol et vandalisme y/c effets personnels des salariés	100 000 €	
Bris de glaces et autres produits verriers	100 000 €	
Tous risques informatique	20 000 €	
Garantie "défense-recours"	inclus	
Frais et pertes annexes	1 000 000 €	

L'assureur peut fixer une limitation contractuelle d'indemnité. Cette limite ne saurait être inférieure à 10.000.000 €.

La Limitation Contractuelle d'Indemnité correspond à l'indemnité maximale pouvant être versée au titre du contrat, tous postes de garanties confondus (dommages matériels, frais et pertes, pertes d'exploitation et / ou frais supplémentaires, conséquences pécuniaires des responsabilités encourues par l'Assuré).

Cette Limitation Contractuelle d'Indemnité :

- S'entend par sinistre et par événement ;
- S'applique quelque soit le nombre d'établissements impactés par le sinistre ;
- N'est pas soumise au jeu de l'indexation ;
- Ne peut en aucun cas se cumuler avec les sous-limites de garanties définies ci-avant.

Une « sous-limite » est définie comme étant l'indemnité maximale pouvant être versée au titre du contrat et d'une garantie spécifique dont le montant est fixé au tableau des garanties. Elle s'entend tous postes de garanties confondus (dommages matériels, frais et pertes, ainsi que les pertes d'exploitation si mention en est faite au tableau des garanties).

Recours amiable tiers identifié : en cas de dégradation du patrimoine du souscripteur, l'assureur prend en charge le recours contre le tiers identifié responsable du dommage, lorsque le sinistre n'est pas garanti au titre du présent contrat ou lorsqu'il n'est pas pris en charge du fait de la franchise.

¹ Premier risque limité au regard de l'absence de valorisation des biens concernés

6 – Limites d'engagements dans le temps

Conformément aux articles L.124-1-1 et L.124-5 du Code des Assurances, les garanties s'appliquent aux sinistres garantis survenant pendant la période de validité du contrat, y compris ceux résultant de faits et événements antérieurs à la prise de garantie.

La garantie « reprise du passé » est acquise sous réserve que ces faits et événements n'étaient pas connus de l'Assuré, lors de la souscription du contrat, comme étant susceptibles de faire jouer la garantie.

La garantie est déclenchée par la réclamation. La réclamation est effective lorsqu'elle est portée à connaissance du service assurance.

La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. Les garanties s'appliquent donc aux dommages survenant après sa résiliation si, à la date de réclamation, aucun assureur ne les couvre.

Garantie subséquente : la garantie est acquise pendant une durée minimale de 5 ans.

7 – Annexes

Annexe 1 : clause sur les assurances du projet de contrat de concession

Annexe 2 : clause type sur les assurances des contrats d'amodiation

Annexe 3 : liste des travaux du programme en cours

Annexe 4 : liste des bâtiments en PO et PNO

Annexe 5 : présentation des principaux bâtiments (état de sinistralité, rapport de vérification périodique des installations électriques et extincteurs) => ***il est précisé que dans la dénomination des fichiers, le numéro suivant « BAT_N... » correspond au numéro donné aux bâtiments figurant dans le tableau de la liste de l'annexe 4. Si cette dénomination est « BAT_TOUS... » alors tous les bâtiments listés pour le port sont concernés***

Annexe 5-1 : bâtiments de Frouard

Annexe 5-2 : bâtiments du Nouveau Port de Metz

Annexe 5-3 : bâtiments de Thionville-Illange